



Paris, le 9 mai 2014

Estimations des résultats consolidés du premier semestre clos le 31 mars 2014 Évaluation de l'option de vente Áreas

1. Estimations des résultats consolidés et des dépenses d'investissement pour le premier semestre clos le 31 mars 2014, ainsi que de l'endettement financier consolidé au 31 mars 2014

Les résultats estimés du premier semestre, clos le 31 mars 2014 et présentés ci-après ont été établis sur la base d'estimations d'Elior (ci-après la « Société », et avec l'ensemble de ses filiales consolidées, le « Groupe »). Ces données n'ont pas fait l'objet d'un audit de la part des Commissaires aux comptes de la Société. Les résultats définitifs pour le semestre clos le 31 mars 2014, qui feront l'objet d'un rapport de revue limitée des Commissaires aux Comptes de la Société, seront inclus dans le prospectus relatif à l'introduction en bourse d'Elior.

Sur la base de ces estimations de résultats consolidés du premier semestre, le Groupe confirme les prévisions de résultats pour l'ensemble de l'exercice en cours devant se clôturer le 30 septembre 2014 présentées à la Section 13.2 « Prévisions du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2014 » de son document de base enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2014 sous le numéro I. 14.015 (le « Document de Base »).

1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 226,5 millions d'euros, soit 9,3%, de 2 445,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2013 à 2 671,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014, la société THS étant entrée dans le périmètre du Groupe le 15 avril 2013.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition du chiffre d'affaires consolidé par segment ainsi que la progression du chiffre d'affaires, éclatée entre croissance organique nette de l'impact de la variation du nombre de jours ouvrés, changements du périmètre de consolidation et impact de la variation des taux de change, pour chaque segment opérationnel et pour l'ensemble du Groupe.



Semestre clos le 31 mars

	2013		2014	
	en millions d'euros et% du total			
Chiffre d'affaires par segment				
Restauration Collective & Support Services	1 772,0	72,5%	1 990,3	74,5%
Restauration de Concessions & Travel Retail	673,3	27,5%	681,5	25,5%
Total Groupe	2 445,4	100%	2 671,9	100%

	Restauration Collective & Support Services		Restauration de Concessions & Travel Retail		Groupe	
	en millions d'euros	variation en%	en millions d'euros	variation en%	en millions d'euros	variation en%
Chiffre d'affaires du semestre clos le 31 mars 2013	1 772,0		673,3		2 445,4	
Croissance organique.....	57,0	3,2%	27,0	4,0%	83,9	3,4%
Variations de périmètre de consolidation.....	163,3	9,2%	(10,7)	(1,6)%	152,6	6,2%
Impact de la variation des cours de change.....	(2,0)	(0,1)%	(8,1)	(1,2)%	(10,1)	(0,4)%
Chiffre d'affaires du semestre clos le 31 mars 2014	1 990,3	12,3%	681,5	1,2%	2 671,9	9,3%

La progression du chiffre d'affaires consolidé du Groupe reflète tout d'abord la croissance organique de 3,7% au cours de la période (3,4% net de l'impact de la variation défavorable du nombre de jours d'activité en restauration collective en France), en accélération par rapport à celle du premier trimestre de l'exercice en cours qui s'était établie à 2,3%.

Cette progression du chiffre d'affaires consolidé du Groupe est également due aux acquisitions qui ont généré une croissance nette de 6,2%, résultant principalement de l'impact de l'acquisition de THS aux États-Unis (Restauration Collective), consolidée depuis le 15 avril 2013. L'impact positif de cette acquisition a été partiellement compensé par les cessions de Hold & Co UK et Honoré James (activités de traiteur dans le Secteur Villes & Loisirs du Segment Restauration de Concessions & Travel Retail en France), lesquelles sont sorties du périmètre de consolidation respectivement en février 2013 et juin 2013, ainsi que par la cession, effective au 1^{er} décembre 2013, des activités de concessions en Argentine et au Maroc dont l'exploitation était assurée par Áreas.

Sur le semestre, la variation des cours de change a eu un impact négatif de 0,4%, principalement due à l'évolution du cours du dollar américain, du peso mexicain et de la livre anglaise par rapport à l'euro.



Le chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services a progressé de 218,3 millions d'euros, soit 12,3%, de 1 772,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 1 990,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014.

La croissance organique de la période a été de 3,6%, ou 3,2% nette de l'impact défavorable de 0,4% du nombre de jours d'activité qui a affecté ce chiffre d'affaires à hauteur de 7,0 millions d'euros (dans les Secteurs Entreprises et Enseignement en France).

La progression du chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services résulte également de l'acquisition de THS (États-Unis) en avril 2013 (qui opère principalement dans les marchés de l'Enseignement et de la Santé du Segment Restauration Collective & Support Services). Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 165,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cet impact positif a été partiellement compensé par l'impact de la cession de Hold & Co UK en février 2013, qui a eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de 2,0 millions d'euros. La croissance nette résultant des acquisitions représente une progression de 9,2% du chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services. L'impact de la variation des taux de change est légèrement négatif de 0,1%.

Le chiffre d'affaires du Segment Restauration de Concessions & Travail Retail a progressé de 8,2 millions d'euros, soit 1,2%, de 673,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 681,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014.

La croissance du chiffre d'affaires du Segment Restauration de Concessions & Travel Retail est portée par une croissance organique soutenue de 4,0%, mais a connu (i) une baisse de 1,6% résultant des changements du périmètre de consolidation liés à la cession de Honoré James (activités de réception et traiteur dans le Secteur Villes & Loisirs en Concessions France) en juin 2013 et à la vente des activités de concessions en Argentine et au Maroc en décembre 2013, et (ii) un impact négatif de 1,2% lié aux variations des taux de change, notamment du dollar américain, du peso chilien et du peso mexicain.

1.2 EBITDA

Le tableau suivant présente l'EBITDA et le taux de marge d'EBITDA par segment pour les deux semestres en revue.

	Semestre clos le 31 mars			
	2013		2014	
	en millions d'euros et% de CA			
Restauration Collective & Support Services	167,8	9,5%	176,3	8,9%
Restauration de Concessions & Travel Retail	27,7	4,1%	28,4	4,2%
Siège, Holdings et Achats	(2,4)	—	(4,2)	—
Total	193,1	7,9%	200,5	7,5%



L'EBITDA du Groupe a augmenté de 7,4 millions d'euros, soit 3,8%, de 193,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 200,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. La marge d'EBITDA consolidée a légèrement diminué de 7,9% à 7,5%.

L'EBITDA du Segment Restauration Collective & Support Services a augmenté de 8,5 millions d'euros, soit 5,1%, de 167,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 176,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cette augmentation résulte de l'effet positif de l'acquisition de THS au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, partiellement compensé par la baisse des marges constatée en France, notamment dans les Secteurs Entreprises et Enseignement, en raison de la diminution du nombre de jours ouvrés, dont l'impact négatif est estimé à 2,2 million d'euros, ainsi que par les coûts de démarrage de certains nouveaux contrats et plus marginalement des efforts commerciaux entrepris en vue de soutenir la poursuite du développement de cette activité. Les filiales internationales ont réalisé des performances satisfaisantes, notamment Elior Ristorazione en Italie dont la marge d'EBITDA progresse avec la croissance de l'activité et Seruni3n en Espagne qui réalise un taux de marge d'EBITDA quasi stable.

La marge d'EBITDA de ce segment s'établit à 8,9% contre 9,5% au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

L'EBITDA pour le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail a augmenté de 0,7 million d'euros, soit 2,5%, de 27,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 28,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cette amélioration est principalement due à (i) une bonne performance d'Áreas résultant d'une hausse des activités aux États-Unis ainsi que dans les aéroports en Espagne et au Portugal, et (ii) une amélioration de la rentabilité de l'activité de Loisirs en France grâce aux nouvelles conditions contractuelles et à des gains de productivité réalisés sur les sites. En revanche, les autres marchés dégagent des marges en retrait en France, notamment dans le Secteur Autoroutes.

Le taux de marge d'EBITDA de ce segment progresse de 4,1% à 4,2% du chiffre d'affaires.

1.3 Dépenses d'investissement

Les flux de trésorerie consolidés du Groupe affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (nets des produits des cessions) demeurent stables à 95,6 millions d'euros à comparer à 95,2 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013.

Pour le Segment Restauration Collective & Support Services, les dépenses d'investissement représentaient 35,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013 et 37,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 2,0% et 1,9% du chiffre d'affaires du segment. Ces chiffres confirment la stabilité du rythme des dépenses engagées.

Pour le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail, elles s'élèvent à 58,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 et 55,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 8,6% et 8,2% du chiffre d'affaires généré par le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail. Le niveau élevé constaté au cours de ce semestre s'explique principalement par l'acquisition d'immobilisations dans le Secteur Villes & Loisirs en octobre 2013 et par les investissements en cours de réalisation sur les deux concessions d'autoroutes, Florida et Maryland Turnpikes, aux États Unis.



Les dépenses d'investissement au titre du Segment Siège, Holdings et Achats, à 2,7 million d'euros contre 1,6 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013, comprennent principalement des investissements en logiciels et matériels informatiques.

1.4 Endettement financier

Les passifs financiers bruts estimés du Groupe au 31 mars 2014 s'élèvent à 2 539,7 millions d'euros à comparer à 2 400,0 millions d'euros au 30 septembre 2013. Le tableau ci-après montre la répartition de la dette brute du Groupe aux dates indiquées (en millions d'euros) :

	31 mars 2014	30 septembre 2013
HBI March 2019 Facility.....	405,1	405,1
Elior March 2019 Facility.....	1 166,2	1 166,2
HBI Facility H May 2020.....	350,0	350,0
Passifs financiers dans le cadre du Senior Facility Agreement	1 921,3	1 921,3
Passifs financiers au titre des contrats de location financement.....	16,9	16,2
Contrat de crédit THS	110,8	112,8
Contrat de credit Areas.....	46,8	35,4
Titrisation de créances	299,7	180,3
Autres passifs financiers	144,2	134,0
Total passifs financiers	2 539,7	2 400,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	(261,1)	(210,0)
Créances financières à court terme.....	(5,2)	(8,5)
Dette financière nette ⁽¹⁾	2 273,4	2 181,4

⁽¹⁾ Selon définition du Contrat de Crédit Senior tel que décrit à la Section 10.2.3 « Contrat de Crédit Senior » du Document de Base

La dette financière nette estimée du Groupe au 31 mars 2014 s'élève à 2 273,4 millions d'euros à comparer à 2 181,4 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une augmentation de 92 millions d'euros. Cette augmentation de la dette nette estimée à la fin de ce semestre résulte principalement de la variation saisonnière du besoin en fonds de roulement qui atteint généralement son pic au 31 mars de chaque exercice. Le niveau atteint par le besoin en fonds de roulement à la fin du semestre clos le 31 mars 2014 est toutefois en amélioration significative par rapport au 31 mars 2013, notamment en raison de l'amélioration des délais de règlement des clients et d'une gestion maîtrisée des besoins en fonds de roulement en particulier en restauration collective en Espagne, en Italie et en France pour les Support Services.

Sur la base de ces chiffres, le ratio de levier au sens du Contrat de Crédit Senior s'établit à environ 5,26 fois l'EBITDA consolidé des douze derniers mois et pro forma de l'acquisition de THS réalisée au mois d'avril 2013.



2. Évaluation de l'Option de Vente Áreas détenue par Emesa

2.1 Rappel concernant l'Option de Vente Áreas

Il est rappelé que la société Áreas (« Áreas ») est aujourd'hui détenue indirectement par la Société à hauteur de 61,55%. Áreas et ses filiales opèrent au sein du Segment Concessions & Travel Retail du Groupe, principalement en Espagne et aux États-Unis. Áreas est détenue par l'intermédiaire de la société Elior Concessions S.C.A. (« Elior Concessions »), filiale à 100% de la société Elior Participations S.C.A., elle-même filiale à 100% de la Société. Le solde du capital, soit 38,45%, est détenue par la société Emesa S.L. (« Emesa »), holding du fondateur du groupe Áreas. Elior Concessions a conclu le 14 juin 2012 avec Emesa un *put option agreement* (« Option de Vente ») aux termes duquel Elior Concessions s'est irrévocablement engagée à acquérir auprès d'Emesa, en une seule fois et sous certaines conditions, la totalité de la participation qu'Emesa détient dans Áreas.

Il est rappelé qu'Emesa pourra exercer l'Option de Vente dans le cas où ni Monsieur Robert Zolade ou ni aucun autre membre de sa famille ne ferait partie des organes de gouvernance de la Société, ainsi que dans le cas où ils ne détiendraient plus aucune participation, directement ou indirectement, dans la Société (« Cas de Dissociation »).

L'Option de Vente deviendra également exerçable si les fonds Charterhouse, les fonds Chequers et la famille de Monsieur Robert Zolade cessaient de détenir collectivement, directement ou indirectement, plus de 50% du capital et des droits de vote d'Elior Concessions ou de la Société ou de la société Elior Participations SCA (« Cas de Changement de Contrôle »). Dans chacun des cas précités, l'Option de Vente sera exerçable par Emesa pendant une durée de trois ans à compter de la survenance de l'événement déclencheur.

L'Option de Vente sera également exerçable dans le cas où Emesa détiendrait moins de 20% des actions d'Áreas à la suite d'un événement dilutif (« Cas de Dilution »). Dans cette hypothèse, l'Option de Vente sera exerçable dans un délai de trois mois à compter de cet événement. Si elle n'est pas exercée pendant ce délai, elle pourra redevenir exerçable, dans le délai décrit ci-dessus, en cas de survenance d'un Cas de Dissociation ou d'un Cas de Changement de Contrôle subséquent.

En cas d'exercice par Emesa de l'Option de Vente, le prix d'exercice de l'Option de Vente sera déterminé par un expert désigné par les parties.

2.2 Implications comptables en cas d'introduction en bourse

Dans le contexte de son projet d'introduction en bourse, la Société a procédé à une analyse de la valeur de la société Áreas et de ses filiales, afin d'être en mesure d'évaluer le montant de l'engagement à comptabiliser dans ses comptes consolidés au titre de l'Option de Vente.

Dès lors qu'elle sera cotée en bourse, et en application des normes IFRS (IAS 32), la Société considère qu'elle n'aura plus la maîtrise des conditions d'exercice de l'Option de Vente détenue par Emesa, et qu'en conséquence, le passif correspondant devra être comptabilisé dans les premiers comptes trimestriels établis suivant la réalisation de l'introduction en bourse, soit les comptes du troisième trimestre clos au 30 juin 2014.



Sur la base d'une valorisation multicritères effectuée à ce jour et prenant en compte les méthodologies d'actualisation des flux de trésorerie, des multiples de valorisation des sociétés cotées comparables et des multiples de transactions récentes (sans pondération entre elles et excluant la méthodologie de valorisation des dividendes futurs), la valeur du passif qui sera ainsi comptabilisée dans les comptes consolidés trimestriels du Groupe au 30 juin 2014 s'élèvera à 130 millions d'euros.

L'engagement financier ainsi calculé sera comptabilisé en « passifs sur acquisitions de titres » au bilan consolidé du Groupe. La valeur des intérêts minoritaires associée dans la valeur des fonds propres consolidée (d'un montant estimé à 46 millions d'euros au 31 mars 2014) ainsi que la dette de dividende d'un montant de 18 millions d'euros actuellement comptabilisée au passif du bilan seront compensées avec la comptabilisation du passif lié à l'Option de Vente pour cause de double emploi.

Toute variation future du passif au titre de l'Option de Vente Áreas sera comptabilisée en capitaux propres – part du Groupe.

2.3 Précisions de la Société

Il est précisé que ce passif comptabilisé à la suite de l'introduction en bourse ne portera pas intérêt et ne sera pas considéré comme dette financière au titre du Contrat de Crédit Senior.

Il est précisé par ailleurs que l'enregistrement de ce passif dans les comptes consolidés de la Société à l'occasion de l'introduction en bourse ne préjuge pas de l'exercabilité future de l'Option de Vente et, dans le cas où cette dernière deviendrait exerçable, de son exercice effectif par Emesa.



À propos d'Elior :

Créé en 1991, Elior est aujourd'hui un des leaders mondiaux de la restauration et des services. En 2013, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 5 016,9 millions d'euros dans 13 pays. Ses 105 000 collaborateurs proposent chaque jour à 3,7 millions de clients des solutions de restauration et services personnalisés. Leur mission, sur 17 500 restaurants et points de vente, est d'accueillir et de prendre soin de chacun avec passion et compétence dans le monde de l'entreprise, de l'enseignement, de la santé ainsi que dans l'univers du voyage et des loisirs. Particulièrement attentif à sa responsabilité sociétale, Elior est adhérent au Pacte mondial des Nations unies depuis 2004. L'exigence professionnelle de ses équipes et leur engagement quotidien portés à la qualité et à l'innovation, à la relation à l'autre et à la société s'expriment dans la signature « Un monde d'attentions ».

Pour plus de renseignements : www.elior.com

Le document de base enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2014 sous le numéro I. 14.015 (le « Document de Base ») est disponible sur les sites Internet de la société (www.elior.com) et de l'AMF (www.amf-france.org), ainsi que sans frais et sur simple demande auprès de la société Elior 61-69, rue de Bercy, 75589 Paris Cedex 12. Le Groupe attire l'attention du public sur le Chapitre 4 « Facteurs de risques » figurant dans le Document de Base. Les informations incluses dans le présent communiqué de presse seront reprises dans une actualisation du Document de Base devant être enregistrée auprès de l'AMF autour du 12 mai 2014.

Avertissements :

Les estimations présentées dans le présent communiqué de presse ont été établies sur la base de données, hypothèses et estimations que le Groupe considère raisonnables. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer en raison des incertitudes liées notamment aux facteurs économiques, politiques, comptables, concurrentiels et réglementaires, ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent communiqué de presse.

En outre, la réalisation d'un ou plusieurs risques décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base pourrait avoir un impact sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe, et serait ainsi susceptible de remettre en cause les présentes estimations. Le Groupe ne prend aucun engagement ni ne donne aucune garantie sur la réalisation des estimations figurant dans ce communiqué.

Aucune communication, ni aucune information relative à cette opération ou à Elior ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel il convient de satisfaire à une quelconque obligation d'enregistrement ou d'approbation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises. La souscription ou l'achat d'actions d'Elior peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Elior n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, notamment par la Directive 2010/73/UE dans la mesure où cette Directive a été transposée dans les États membres de l'Espace Économique Européen considérés (ensemble, la « Directive Prospectus »).



S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen autres que la France (les « États membres ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise ni ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un de ces États membres.

La diffusion du présent communiqué n'est pas effectuée et n'a pas été approuvée par une personne autorisée (une « authorised person ») au sens de l'article 21(1) du Financial Services and Markets Act 2000. En conséquence, le présent communiqué est adressé et destiné uniquement (i) aux personnes situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) aux professionnels en matière d'investissement au sens de l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, (iii) aux personnes visées par l'article 49(2) (a) à (d) (sociétés à capitaux propres élevés, associations non-immatriculées, etc.) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 ou (iv) à toute autre personne à laquelle le présent communiqué pourrait être adressé conformément à la loi (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) étant ensemble désignées comme les « Personnes Habilitées »). Les titres sont uniquement destinés aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contrat relatif à la souscription, l'achat ou l'acquisition des titres ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la Financial Services Authority ou par toute autre autorité de régulation du Royaume-Uni au sens de la Section 85 du Financial Services and Markets Act 2000.

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays (autre que la France). Des valeurs mobilières ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues aux États-Unis qu'à la suite d'un enregistrement en vertu du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « U.S. Securities Act »), ou dans le cadre d'une exemption à cette obligation d'enregistrement. Les actions d'Elior n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act et Elior n'a pas l'intention d'effectuer une quelconque offre publique de ses valeurs mobilières aux États-Unis.

La diffusion du présent communiqué dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Les informations contenues dans le présent communiqué ne constituent pas une offre de valeurs mobilières au Canada, en Australie ou au Japon. Le présent communiqué ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des États-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon.